

Benjamin Ferencz : la loi, pas la guerre

Partage international n° 343 - Mars 2017

B. Ferencz avait tout juste 27 ans en 1947 quand il devint procureur en chef de l'un des procès de Nuremberg, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Il a maintenant 96 ans. Il est reconnu comme un des pères fondateurs de la Cour internationale de justice (CIJ), organe judiciaire principal des Nations unies, établie à La Haye, aux Pays-Bas.

« Mon raisonnement général, c'est que le monde est une petite planète, explique B. Ferencz. Nous devons partager les ressources sur cette planète, afin que tout le monde puisse vivre en paix et dans la dignité, et cela est faisable. Reconnaître la nécessité d'avancer unis a permis la création de l'Union européenne et des Etats-Unis, de réunir dans un groupe des Etats malgré leurs désaccords. On a moins tendance à déclarer la guerre à des membres d'un groupe dont on fait partie. »

Le mouvement vers l'unification était donc en lui-même un grand accomplissement. Y aura-t-il des difficultés économiques ? Evidemment. Si l'un est riche et l'autre pauvre, le riche ne veut pas renoncer à sa richesse en faveur du pauvre. Mais le Brexit est une erreur. »

Aujourd'hui, certaines personnes fuient pour protéger leur vie et d'autres disent : « Je n'en veux pas chez moi, emmenez-les ailleurs. Ils parlent une langue différente, ils ne veulent pas travailler. » Toutes ces idioties... Mais vous ne traiteriez pas votre famille ainsi, j'espère. Nous sommes tous frères et sœurs, et la Grande Bretagne, en tant qu'ancien empire colonial, devrait le savoir. »

B. Ferencz pense que la Convention européenne des droits de l'homme est une autre expression de l'espoir, similaire à la Déclaration universelle des droits de l'homme, rédigée après la guerre.

Questionné sur la souveraineté et le nationalisme, Benjamin Ferencz pense que la popularité d'individus comme Donald Trump, Marine Le Pen et Nigel Farage a toujours fait partie des possibilités.

« Les gens ont toujours des différences d'opinions, et quand la chaussure fait mal au pied, il faut qu'ils tapent sur quelqu'un et ils ne sont pas toujours rationnels. Un homme comme D. Trump n'entre pas dans le modèle du politicien de carrière, réaliste, optimiste ou idéaliste, mais quasiment la moitié des gens ont voté pour lui. »

Comment faire face à la haine ? La façon d'aborder ou de combattre les politiciens qui vendent la haine, continue-t-il, est d'essayer de changer les opinions auxquelles vous n'adhérez pas par la compassion, le compromis et le courage.

Il faut commencer dès le plus jeune âge : quand le petit Johnny joue au baseball avec le petit Tommy et qu'il n'aime pas ce que fait Tommy, vous lui apprenez à ne pas le frapper, mais à lui parler et à essayer de s'entendre.

Mon slogan a toujours été : la loi, pas la guerre. On économiserait des milliards chaque jour et on serait en mesure de s'occuper des réfugiés qui n'ont pas de maison, des étudiants qui ne peuvent pas se permettre les frais de scolarité, des pauvres et des personnes âgées. Pensez à tout l'argent que nous gaspillons à maintenir des armes nucléaires, dont personne ne sait quoi faire et qui sont obsolètes. »

B. Ferencz reste cependant optimiste sur l'avancement inexorable de la société. *« Des choses fondamentales comme la fin du colonialisme et de l'esclavage, l'instauration du droit des femmes, la liberté sexuelle, l'atterrissage sur la lune, tout cela était inconcevable il n'y a pas si longtemps. Mais les miracles peuvent être accomplis. »*

B. Ferencz est l'auteur de plusieurs livres exposant les grandes lignes de ses idées à propos d'un organe juridique international, idées qui furent essentielles pour la création de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye. Mais les Etats-Unis, la Chine et Israël n'ont pas ratifié le statut de Rome¹, et récemment, la Russie a rejoint des Etats africains comme l'Afrique du Sud et la Gambie en annonçant son retrait de la CPI. Cette annonce est intervenue le lendemain de la publication du rapport de la CPI qui a qualifié d'occupation l'annexion de la Crimée par la Russie. Même le Royaume-Uni a revu à la baisse sa contribution au budget de la Cour. C'est un revers pour ceux qui s'efforçaient d'établir un ordre légal mondial en mesure de poursuivre les génocides, les

crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Il est maintenant à craindre que la vague de sentiments nationalistes sape le projet tout entier.

« Il faut des lois pour définir ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Il faut des Cours pour faire comparaître ceux qui violent la loi, et il faut un système pour faire appliquer la loi. Ce sont les trois piliers sur lesquels se bâtissent les civilisations. Mais nous n'avons que deux piliers un peu branlants, et le pilier chargé de faire respecter la loi n'existe même pas », confie B. Ferencz.

S'il avait trois conseils à donner aux jeunes, il leur dirait : *« Primo, ne renoncez jamais ; secundo, ne renoncez jamais ; tertio, ne renoncez jamais. »*

1. Traité constitutif de la CPI.

Sources : The Guardian

Thématiques :

Rubrique : [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y

a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. « Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004)
Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)